

Les subsides

Ma question se rapporte à un programme mis sur pied par son parti du temps où les libéraux étaient au pouvoir. Elle était assise dans cette Chambre du côté du gouvernement quand le ministre des Finances d'alors, M. Marc Lalonde, a annoncé la création du programme de crédit d'impôt à la recherche. D'après un éditorial publié dans le *Toronto Star* d'aujourd'hui, la modification de l'indexation des pensions de vieillesse permettra au gouvernement d'économiser 1.6 milliard de dollars d'ici 1990. Toutefois, un article de la *Gazette* de Montréal dit que le programme de crédit d'impôt à la recherche coûtera aux contribuables canadiens entre 1.9 et 2.3 milliards. Nous avons perdu 2 milliards de dollars à cause de combines et de fraudes. Un certain Ed Fitch, âgé de 29 ans, a ainsi gagné 20 millions de dollars. La combine fiscale inventée par le gouvernement libéral a rapporté 13 millions à Frank Hertel.

C'est ce genre d'incurie financière qui a obligé le gouvernement progressiste conservateur à prendre des décisions difficiles afin de remettre de l'ordre dans les finances du pays. La députée de Trinity peut-elle dire à la Chambre pourquoi elle ne s'est pas opposée au programme de crédit d'impôt à la recherche que son parti a mis sur pied et qui a coûté au pays 2.3 milliards de dollars?

Mlle Nicholson (Trinity): Monsieur le Président, j'espère que vous me laisserez le temps de répondre à cette très longue question. J'étais en faveur du crédit d'impôt à la recherche à l'époque, mais j'ai constaté par la suite qu'il entraînait de graves abus parce que cette mesure fiscale était fonction de la demande. Une fois la machine lancée, elle tournait d'elle-même, et on n'avait pas prévu suffisamment de mécanismes pour éviter les abus. Je m'oppose justement aux changements touchant l'impôt sur les gains en capital pour les mêmes raisons.

● (1600)

Je suis bien d'accord pour réduire l'impôt sur les gains en capital dans le cas des fermes familiales, des petites entreprises et des entreprises canadiennes, si l'on stipule clairement que cela doit procurer un avantage quelconque aux Canadiens. Cependant, le gouvernement a proposé un régime très libre qui prêterait tout autant aux abus que le programme mentionné par le député.

Le député a parlé de bonne politique financière, mais je pense que nous ne serons pas du même avis à ce sujet. La reprise que nous avons connue au Canada l'année dernière provenait en bonne partie de la consommation. Le gouvernement veut maintenant réduire le pouvoir d'achat des Canadiens à revenu faible et moyen, c'est-à-dire ceux qui auraient le moins de chance d'amorcer une spirale inflationniste et qui dépendent leur argent pour des choses essentielles. De fait, certaines mesures budgétaires pourraient entraîner un déficit plus élevé que jamais.

Mme Mitchell: Monsieur le Président, la députée préconise-t-elle une augmentation du supplément de revenu garanti plutôt que le rétablissement de l'indexation, puisque c'est ainsi que le parti libéral semble avoir abordé le problème dans le passé? Je ne serais pas d'accord là-dessus parce qu'une telle décision s'attaquerait au principe de l'universalité, tout comme l'avait fait le programme des 6 et 5 p. 100. Cela veut dire que les pensions augmentent. Par exemple, ceux qui sont âgés de

50 ans perdront environ le tiers de leur pouvoir d'achat quand ils deviendront admissibles à la pension.

Mlle Nicholson (Trinity): Pour l'instant, je ne pense pas qu'une augmentation du supplément de revenu garanti constitue une solution acceptable, car cela ne résout pas le problème fondamental de la sécurité du régime des pensions de vieillesse.

Le président suppléant (M. Charest): Nous reprenons le débat.

[Français]

M. John Parry (Kenora-Rainy River): Monsieur le Président, c'est avec enthousiasme mais aussi avec un sens de la responsabilité sombre que je prends la parole aujourd'hui pour appuyer la motion de l'Opposition officielle. Chaque député de cette Chambre doit se rappeler que, avant la présentation du budget, le premier ministre (M. Mulroney) ainsi que le ministre des Finances (M. Wilson) l'ont qualifié d'une phrase: que le budget sera dur mais équitable. Alors je crois que nous, Canadiens, nous devons plutôt rappeler les mots de l'honorable ministre de la Justice (M. Crosbie) avant les élections lorsqu'il a dit, et je cite en anglais, ayant de la difficulté à imiter son français:

[Traduction]

«Si je vous disais ce que nous ferons, nous ne serions pas élus», et «nous allons faire des choses dures et méchantes».

[Français]

Alors, pour choisir comment décrire le budget que nous avons à discuter devant cette Chambre, il est évident que les mots du ministre de la Justice ont plus raison que ceux du premier ministre et du ministre des Finances.

Le budget progressiste conservateur du 23 mai n'est pas équitable pour nos familles, pour nos enfants, et surtout non équitable pour nos parents. Rien n'illustre mieux son injustice que la désindexation du programme de sécurité de la vieillesse. Il va aller prendre dans les poches de chaque personne âgée du Canada \$100 en 1986, alors qu'en 1991 ce montant sera passé à \$680 par année, ce qui va donner un montant total cumulatif de 6,6 milliards de dollars retirés en cinq ans au programme de sécurité de la vieillesse.

Ce sont les femmes âgées qui vont être le plus durement touchées, elles qui constituent le groupe le plus vulnérable de notre société, alors que parmi elles 60 p. 100 sont des femmes célibataires veuves, séparées ou divorcées qui vivent déjà en deçà du seuil de la pauvreté. De plus, la désindexation des pensions de sécurité de la vieillesse s'attaque directement aux Canadiennes, nos mères et nos grand-mères. La désindexation va perpétuer l'inégalité des Canadiennes de la façon la plus régressive en appauvrissant davantage les personnes âgées déjà démunies. Environ 800,000 Canadiens de plus de 65 ans sont si pauvres qu'ils touchent au moins une partie du supplément de revenu. Plus de 60 p. 100 des femmes âgées seules vivent en dessous du seuil de la pauvreté. En 1991, le gouvernement aura soustrait en tout 4.2 milliards de dollars à nos mères et nos grand-mères.

A cause de la désindexation, terme inoffensif qui dissimule la réalité cruelle, les conséquences du budget seront pires que prévues. C'est un terme que le premier ministre (M. Mulroney) n'a jamais utilisé devant les Canadiens et les Canadiennes au cours de la campagne électorale. D'ailleurs, au cours de la récente campagne, le premier ministre a promis solennellement